

Roumanie

Après avoir connu une période de forte expansion ces dernières années, la Roumanie devrait voir sa croissance ralentir pour s'établir à 3.2 % en 2020, puis remonter ensuite à 3.7 % en 2021. Tandis que les salaires devraient renouer avec des taux de revalorisation à un seul chiffre, la consommation privée devrait rester solide, portée par une hausse conséquente des pensions de retraite du système public. Le déficit commercial se creusera encore en raison de la faiblesse de la demande extérieure et d'une compétitivité-prix qui s'érode. Grâce à une plus grande capacité d'absorption des fonds de l'UE, la croissance de l'investissement conservera un rythme modéré.

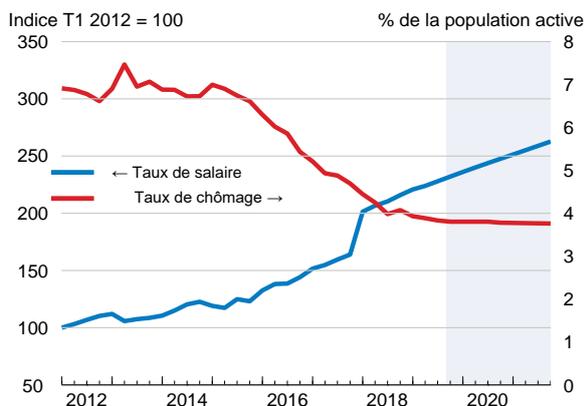
En dépit d'une inflation relativement forte, la politique monétaire devrait garder le même cap, avec la dissipation des risques de surchauffe. Si la dette publique est encore modeste, la marge de manœuvre budgétaire est restreinte étant donné que l'instabilité de l'environnement extérieur et pourrait réduire la capacité de financement de la dette. Une gestion prudente des finances publiques nécessitera des efforts d'assainissement, qui passeront par une révision de la structure des dépenses et par une plus grande efficacité dans la collecte de l'impôt.

La croissance économique a été vigoureuse

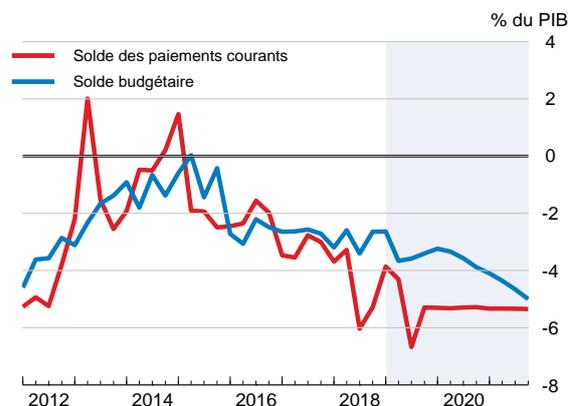
Portée par une consommation robuste et par la vigueur des investissements dans le secteur de la construction, la croissance du PIB a été solide en 2019. La revalorisation à la fois des rémunérations du secteur public et du salaire minimum a soutenu le pouvoir d'achat des ménages. Le chômage a atteint un niveau historiquement bas et les déficits de main-d'œuvre se sont creusés. Par ailleurs, la montée des coûts de main-d'œuvre a érodé la compétitivité-prix des producteurs roumains et contribué à creuser le déficit de la balance des paiements courants. Qui plus est, le ralentissement des échanges mondiaux a pesé sur la croissance de la production industrielle et les exportations. La confiance des chefs d'entreprise s'émousse et le taux d'utilisation des capacités diminue.

Roumanie

Le marché du travail est tendu



Le déficit budgétaire et le déficit des paiements courants devraient rester importants



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045867>

Roumanie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Roumanie	Prix courants milliards de RON	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	765.1	7.1	4.0	4.0	3.2	3.7
Consommation privée	478.2	10.0	5.2	4.6	3.9	4.3
Consommation publique	115.4	4.2	1.5	3.2	3.0	2.0
Formation brute de capital fixe	175.0	3.6	-3.3	13.5	5.7	5.1
Demande intérieure finale	768.7	7.7	2.7	6.2	4.1	4.1
Variation des stocks ¹	3.5	0.8	2.8	-0.9	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	772.2	8.4	5.5	5.3	3.8	4.1
Exportations de biens et services	315.1	7.6	5.4	3.2	1.6	2.9
Importations de biens et services	322.2	10.8	9.1	6.3	3.3	3.9
Exportations nettes ¹	-7.1	-1.4	-1.7	-1.5	-0.8	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.7	5.9	4.8	3.4	3.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.3	4.6	3.9	3.4	3.2
IPC sous-jacent ²	—	1.5	2.8	3.2	3.3	3.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.2	3.9	3.8	3.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-15.4	-8.9	-8.1	-7.9	-7.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-3.0	-3.3	-3.5	-4.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.1	43.8	45.5	47.7	50.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	35.1	35.0	36.7	38.9	41.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.2	-4.6	-5.0	-5.3	-5.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046798>

La marge de manœuvre budgétaire est restreinte

La politique budgétaire expansionniste et procyclique menée antérieurement a réduit la marge de manœuvre disponible. Le déficit budgétaire devrait continuer de se creuser au cours des deux prochaines années, inscrivant la dette publique sur une trajectoire de hausse rapide. Une réforme des retraites adoptée récemment va augmenter les dépenses publiques de plus de deux points de PIB à l'horizon 2021. Les gains escomptés dans le recouvrement de l'impôt et l'efficacité du secteur public risquent de ne pas se matérialiser suffisamment rapidement pour compenser ce surcroît de dépenses. En conséquence, l'orientation de la politique budgétaire devrait rester globalement neutre en 2020 et fortement expansionniste en 2021.

La détérioration du solde budgétaire est porteuse de risques en faisant peser encore plus de tensions sur le déficit des paiements courants avec, à la clé, le risque d'une perte de confiance chez les investisseurs étrangers si un choc macroéconomique négatif devait advenir. Des volants de réserves budgétaires doivent être reconstitués pour remédier à ces risques et pour préserver la stabilité des finances publiques. Dans une optique de réduction du déficit budgétaire, il conviendrait que le gouvernement revoie le périmètre et/ou le calendrier de sa réforme des retraites. À défaut, les efforts d'assainissement risquent

de devoir en passer par des coupes de dépenses dans les domaines prioritaires que sont l'éducation, la santé et les infrastructures. Les autorités pourraient également envisager d'augmenter les impôts qui créent le moins de distorsions sur la croissance, comme les taxes sur l'environnement et la propriété immobilière.

Les conditions financières resteront favorables puisque la politique monétaire devrait rester accommodante, malgré une inflation qui est sortie de sa fourchette cible de 2.5 % (+/- 1%) en 2019. Les taux d'intérêt devraient rester inchangés à terme, les tensions inflationnistes étant censées se relâcher lentement et l'inflation devant retourner dans la fourchette cible de la banque centrale en 2020.

Les tensions persisteront sur le marché du travail, le vieillissement démographique et l'émigration continuant d'éroder les chiffres de la population active. Des mesures d'activation visant à rehausser les taux d'activité, actuellement bas, pourraient aider à résorber les déficits de main-d'œuvre et à relâcher les tensions sur les salaires. La revalorisation des rémunérations dans le secteur public et du salaire minimum marquera le pas. En conséquence, la hausse des salaires se tassera mais sera néanmoins supérieure aux gains de productivité.

La croissance du PIB devrait ralentir

Après avoir atteint un taux de 4 % en 2019, la croissance du PIB devrait modérer l'allure et s'établir à 3.2 % en 2020, avant de remonter à 3.7 % en 2021. Le repli de l'inflation et les mesures de relance budgétaire soutiendront le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement des entreprises connaîtra une progression relativement faible en raison d'un environnement extérieur fragile, mais une plus forte capacité d'absorption des ressources des Fonds structurels de l'UE soutiendra l'investissement public. La hausse des coûts de main-d'œuvre érodera la compétitivité des producteurs roumains. Le déficit de la balance courante devrait dépasser 5 % environ du PIB.

Le principal risque de divergence à la baisse tient à une nouvelle détérioration des perspectives du commerce international dans l'Union européenne et à une recrudescence des facteurs d'instabilité financière dans le monde, entraînant des sorties de capitaux. Un relâchement excessif des finances publiques, notamment via des hausses très nettes des rémunérations du secteur public et des retraites, entraînerait de plus fortes pertes de compétitivité. Un creusement brutal des écarts de rendement des obligations souveraines pourrait affecter fortement le secteur bancaire du fait de sa forte exposition au risque de la dette souveraine. En revanche, des mesures d'activation pourraient avoir un impact positif plus marqué sur les taux d'activité et contribuer à relâcher les tensions sur marché du travail. Enfin, une meilleure visibilité sur l'action publique après les élections de 2020 pourrait renforcer la confiance des entreprises et l'investissement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Roumanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/13406130-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.